

Commune de BAZOGES-EN-PAREDS

Membre de la communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie

Arrondissement de Fontenay-le-Comte

Département de la Vendée

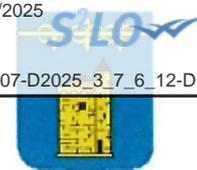
Région des Pays-de-la-Loire

Envoyé en préfecture le 10/03/2025

Reçu en préfecture le 10/03/2025

Publié le

ID : 085-218500148-20250307-D2025_3_7_6_12-DE



SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 07/03/2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 7 DU MOIS DE MARS, À VINGT HEURES, LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BAZOGES EN PAREDS DUMENT CONVOQUÉ LE 3 MARS 2025, S'EST RÉUNI EN SESSION ORDINAIRE, À LA SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MADAME LELOT CHRISTINE, MAIRE.

LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE : JOEL MATHIVET

ELU (7 avril 2024)	EN EXERCICE	PRÉSENT (Signature)	ABSENT EXCUSE	ABSENT	MANDATAIRE (Signature)
AVRIL Jérôme	Conseiller municipal				
BRUSSEAU Laurence	Conseillère municipale				
CAILLEAUD Véronique	1 ^{ère} adjointe				
FRON Régis	Conseiller municipal				MAURIN Emmanuel
GABORIAU Emie	Conseillère municipale				
GERBAUD Pascal	Conseiller municipal				
JOUBERT Marion	Conseillère municipale				
LANNOY Sophie	Conseillère municipale				
LELOT Christine	Maire				
MACE Joëlle	3 ^{ème} adjointe				
MARSAUD Christia	Conseillère municipale				
MATHIVET Joël	Conseiller municipal				
MAURIN Emmanuel	2 ^{ème} adjoint				
PELTIER Cyrille	Conseiller municipal				
ROUAUD Benoist	Conseiller municipal				
15	15	13	2	0	1

D2025_03_07_06_012

APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DE GEOVENDEE

Mairie de Bazoges-en-Pareds – 4 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 85390 BAZOGES-EN-PAREDS –

Tél : 02 51 51 25 19

Courriel : mairie@bazoges-en-pareds.fr

Code commune : 85014

Siret : 21850014800075

Commune de BAZOGES-EN-PAREDS

Membre de la communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie

Arrondissement de Fontenay-le-Comte

Département de la Vendée

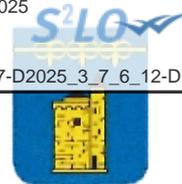
Région des Pays-de-la-Loire

Envoyé en préfecture le 10/03/2025

Reçu en préfecture le 10/03/2025

Publié le

ID : 085-218500148-20250307-D2025_3_7_6_12-DE



VU

Le CGCT,

CONSIDÉRANT

L'Association des Maires et Présidents de Communautés de Communes de Vendée (AMPCV), le SYDEV et Vendée Eau ont créé, en 2006, l'association Géo Vendée pour promouvoir l'utilisation des Systèmes d'Information Géographique (SIG) dans les collectivités.

La maîtrise des nouvelles technologies informatiques a permis à Géo Vendée de produire deux nouveaux référentiels (support commun à l'usage de tous les partenaires) :

- Le Plan Commun de la Rue (PCRS) qui se termine en 2025 ;
- En continuité du PCRS, le Jumeau Numérique qui se terminera en 2026 dont la 1ère application est le cadastre solaire.

La gestion de ces référentiels a mis en évidence :

- Un énorme accroissement du volume de données à traiter ;
- Une nécessité d'adapter les conditions de stockage, de diffusion et de cybersécurité ;
- Le besoin de recrutement de compétences spécialisées.

Ces éléments nous poussent à faire évoluer le statut juridique associatif de Géo Vendée. Cela permettra également de se doter d'une gouvernance mieux adaptée aux nouveaux défis à relever.

L'association Géo Vendée se transformera en Groupement d'Intérêt Public (GIP Géo Vendée) au 1er juillet 2025 en structurant notamment sa gouvernance autour du Département de la Vendée, des trois syndicats départementaux (SYDEV, Trivalis et Vendée Eau) et de Vendée Numérique.

Quelles seront les missions du GIP Géo Vendée ?

Assurer la continuité des services actuels de l'association Géo Vendée soit par l'intermédiaire des EPCI ou en direct avec votre structure (formations, ateliers cartographiques, portail géographique...)

Favoriser et exploiter les nouveaux usages qui s'appuient sur le Jumeau Numérique.

Considérant :

- la nécessité de prendre acte du projet de transformation de l'Association Géo Vendée en GIP
- de prendre connaissance de la convention constitutive dudit GIP,
- de prendre acte de la nécessité de devenir adhérent de l'Association Géo Vendée en vue de participer à l'Assemblée Générale de l'Association qui décidera de sa transformation en GIP
- de pouvoir signer la convention constitutive du GIP pour en être membre.

PROPOSITION DU MAIRE

- De donner pouvoir à Mme LELOT Christine, titulaire, et M. GERBAUD Pascal, suppléant, aux fins de représenter la commune de Bazoges-en-Pareds lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Association Géo Vendée appelée à se réunir sur la question de la transformation en vue de voter favorablement la transformation de l'Association Géo Vendée en GIP,
- De donner pouvoir à Mme LELOT Christine aux fins de signer la convention constitutive du GIP,

Mairie de Bazoges-en-Pareds – 4 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 85390 BAZOGES-EN-PAREDS –

Tél : 02 51 51 25 19

Courriel : mairie@bazoges-en-pareds.fr

Code commune : 85014

Siret : 21850014800075

Commune de BAZOGES-EN-PAREDS

Membre de la communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie

Arrondissement de Fontenay-le-Comte

Département de la Vendée

Région des Pays-de-la-Loire

Envoyé en préfecture le 10/03/2025

Reçu en préfecture le 10/03/2025

Publié le

ID : 085-218500148-20250307-D2025_3_7_6_12-DE



- De désigner en tant que représentant de la commune de Bazoges-en-Pareds Mme LELOT Christine titulaire, et M. GERBAUD Pascal suppléant, aux fins de siéger et voter à l'Assemblée Générale du GIP et, s'il est désigné au sein d'un collège administrateur, aux fins de siéger et voter au Conseil d'administration du GIP.

RÉSULTAT DU VOTE									
MODE DE SCRUTIN : ORDINAIRE									
EFFECTIF LÉGAL	MEMBRES EN EXERCICE	QUORUM	PRÉSENTS	PROCURATIONS	VOTANTS	ABSTENTIONS	SUFFRAGES EXPRIMÉS	POUR	CONTRE
15	15	8	13	1	14	0	14	14	0

Le Maire, Christine LELOT
Le 10/03/2025



Date de mise en ligne de la délibération sur le site internet <https://bazoges-en-pareds.fr> : 10/03/2025

A compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat (Préfet) dans un délai de deux mois, la présente délibération peut faire l'objet de trois recours :

- d'un recours administratif « gracieux » auprès du Maire et/ou
- d'un recours administratif « hiérarchique » auprès du Préfet de Vendée et/ou
- d'un recours contentieux « pour excès de pouvoir » devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX.

Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

L'utilisation de l'un de ces recours suspend le délai des deux mois.

Mairie de Bazoges-en-Pareds – 4 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 85390 BAZOGES-EN-PAREDS –

Tél : 02 51 51 25 19

Courriel : mairie@bazoges-en-pareds.fr

Code commune : 85014

Siret : 21850014800075

CONVENTION CONSTITUTIVE

GROUPEMENT D'INTERÊT PUBLIC GÉO VENDÉE

Approuvé par arrêté du Préfet de la Vendée n° X du X approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Géo Vendée »

La présente convention constitue le texte fondateur du Groupement d'Intérêt Public (GIP) issu de la transformation de l'association Géo Vendée en Groupement d'Intérêt Public.

Un Groupement d'Intérêt Public (GIP) régi par :

- Le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifiée ;
- Le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux Groupements d'intérêt public modifié ;
- L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 ;
- La présente convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public.

Il est constitué entre :

- **Le Département de la Vendée**
Dont le siège social est sis 40 rue du Maréchal Joffre – 85923 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9
Représenté par en sa qualité de Président du Conseil départemental, suivant délibération du en date du
et
- **Le SYDEV**
Dont le siège social est sis 3 rue du Maréchal Juin – 85036 La Roche-sur-Yon ;
Représenté par en sa qualité de Président, suivant délibération du en date du
et
- **Vendée Eau**
Dont le siège social est sis 57 Rue Paul Emile Victor - 85036 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Commenté [CS1]: La liste à jour des adhérents reste à compléter pour l'AGE et sera vérifiée avant envoi aux services de la préfecture

Représenté par en sa qualité de Président, suivant délibération du en date du,

et

- **Trivalis**

Dont le siège social est sis 31 rue de l'Atlantique - 85000 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Représenté par en sa qualité de Président, suivant délibération du en date du,

Et

- **Le GIP Vendée Numérique**

Dont le siège social est sis 40, rue Maréchal Foch – 85923 La Roche-sur-Yon Cedex 9

Représenté par Monsieur Philippe GUIMBRETIERE en sa qualité de directeur,

et

- **Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vendée**

Dont le siège social est Les Oudairies, 85017 La Roche sur Yon

Représenté par Madame Bérangère SOULARD en sa qualité de Présidente, suivant délibération du en date du,

et

- **Challans Gois Communauté**

Dont le siège social est sis 1 Bd Lucien Dodin 85300 CHALLANS

Représentée par Alexandre HUVET en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **Communauté de Communes de l'Île de Noirmoutier**

Dont le siège social est 51 Rue de la Prée au Duc, 85330 Noirmoutier-en-l'Île

Représentée par Mr Dominique CHANTOIN en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay**

Dont le siège social est 65 Av. du Général de Gaulle, 85110 Chantonnay

Représentée par Isabelle MOINET en sa qualité de Président de la Communauté de Communes,
suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes du Pays de la Chataigneraie**
Dont le siège social est Rdpt des Sources de la Vendée, 85120 La Tardière

Représentée par Valentin JOSSE en sa qualité de Président de la Communauté de Communes,
suivant délibération du en date du,

et

- **Communauté de Communes du Pays de Mortagne**
Dont le siège social est Pôle du Landreau, 21 Rue Johannes Gutenberg CS 80055, 85130
Chanverrie

Représentée par Guillaume Jean en sa qualité de Président de la Communauté de Communes,
suivant délibération du en date du,

et

- **Communauté de Communes du Pays de Pouzauges**
Dont le siège social est Maison de l'Intercommunalité, La Fournière 85700 Pouzauges

Représentée par Bérangère SOULARD en sa qualité de Présidente de la Communauté de
Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes du Pays de Saint Fulgent – Les Essarts**
Dont le siège social est 2 Rue Jules Verne, 85250 Saint-Fulgent

Représentée par Jacky DALLET en sa qualité de Président de la Communauté de Communes,
suivant délibération du en date du,

et

- **Pays de Saint Gilles Croix de Vie agglomération**
Dont le siège social est sis ZAE le soleil levant, 85800 Givrand

Représentée par François BLANCHET en sa qualité de Président de la Communauté
d'agglomération, suivant délibération du en date du
.....,

et

- **La Communauté de Communes du Pays des Achards**
Dont le siège social est ZA Sud-Est, 2 rue Michel BRETON 85150 Les Achards

Représentée par Patrice PAGEAUD en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes du Pays des Herbiers**
Dont le siège social est 6 rue du Tourniquet 85500 Les Herbiers

Représentée par Véronique BESSE en sa qualité de Présidente de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes Vendée Grand Littoral**
Dont le siège social est 35 impasse du Luthier - ZI du Pâtis 1 85440 Talmont-Saint-Hilaire

Représentée par Maxence de RUGY en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes Océan Marais de Monts**
Dont le siège social est 46 Pl. de la Paix, 85160 Saint-Jean-de-Monts

Représentée par Véronique LAUNAY en sa qualité de Présidente de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes du Pays de Fontenay - Vendée**
Dont le siège social est 16 Rue de l'Innovation, 85200 Fontenay-le-Comte

Représentée par Ludovic HOCBON en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du,

et

- **La Communauté de Communes Sud Vendée Littoral**

Dont le siège social est 107 Av. Maréchal de Lattre de Tassigny, 85400 Luçon

Représentée par en sa qualité de Président de la Communauté de communes, suivant délibération du en date du

et

- **La Communauté de Communes Vendée Sèvre Autize**

Dont le siège social est 25 rue de la gare – Oulmes 85420 Rives d'Autize

Représentée par Michel BOSSARD en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du

et

- **La Communauté de Communes Vie et Boulogne**

Dont le siège social est Z.A. de, La Gendronnière, 24 Rue des Landes, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Représentée par Guy PLISSONNEAU en sa qualité de Président de la Communauté de Communes, suivant délibération du en date du

et

- **La Roche-sur-Yon Agglomération**

Dont le siège social est 1 place du Théâtre, 85000 La Roche-sur-Yon

Représentée par Luc BOUARD en sa qualité de Président de l'agglomération, suivant délibération du en date du

et

- **Les Sables d'Olonne Agglomération**

Dont le siège social est 3 Avenue Carnot 85100 Les Sables d'Olonne

Représentée par en sa qualité de Président de l'agglomération, suivant délibération du en date du

et

- **Terres de Montaigu – Communauté d’agglomération**

Dont le siège social est 35 Av. Villebois Mareuil, 85600 Montaigu-Vendée

Représentée par Antoine CHEREAU en sa qualité de Président de la Communauté d’agglomération, suivant délibération du en date du,

et

- **L’île d’Yeu**

Dont le siège social est 11 quai de la Mairie 85350 L’île d’Yeu

Représentée par en sa qualité de Maire de la Commune, suivant délibération du en date du,

et

- **Vendée Habitat**

Dont le siège social est 28 rue Benjamin Franklin 85000 La Roche-sur-Yon

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le syndicat mixte Fontenay Sud Vendée développement**

Dont le siège social est Maison de l’Entreprise Territoire – 16 rue de l’Innovation 85200 Fontenay-le-Comte

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le syndicat mixte Marais Bocage Océan**

Dont le siège social est Communauté de communes Pays de Challans – 1 boulevard Lucien Dodin 85300 Challans

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le syndicat mixte Vendée Cœur Océan**

Dont le siège social est ZI du Patis 1 – 301 rue du Maréchal Ferrant 85440 Talmont-Saint-Hilaire

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le syndicat mixte du Pays Yon et Vie**

Dont le siège social est 54 rue René Goscinny 85000 La Roche-sur-Yon

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le SYCODEM Sud Vendée**

Dont le siège social est Pôle Environnemental du Seillot – Allée Verte 85200 Fontenay-le-Comte

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le Syndicat de Collecte des Ordures Ménagères (SCOM) de l'Est Vendéen**

Dont le siège social est Pôle Environnemental du Seillot – Allée Verte – 85200 Fontenay-le-Comte

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le syndicat mixte Vendée Sèvre Autizes**

Dont le siège social est 11 allée de l'Innovation 85200 Fontenay-le-Comte

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

• **Le SM Bassin du Lay**

Dont le siège social est 5 rue Hervé de Mareuil 85320 Mareuil-sur-Lay-Dissais

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

• **Le Syndicat Mixte de la Baie de Bourgneuf**

Dont le siège social est 52 rue du Port 85230 Beauvoir-sur-Mer

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

• **Le Syndicat Mixte des Marais de la Vie du Ligneron et du Jaunay**

Dont le siège social est ZAE du Soleil Levant – 2 impasse de l'Aurore 85800 Givrand

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

• **Le Syndicat mixte Pays du Bocage Vendéen**

Dont le siège social est Maison de l'Emploi – 2 rue Jules Verne 85250 Saint-Fulgent

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le Centre hospitalier Georges Mazurelle, Établissement public de santé mentale de Vendée**

Dont le siège social est Hôpital Sud – Rue d'Aubigny 85000 La Roche-sur-Yon

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **Le Centre hospitalier départemental Vendée**

Dont le siège social est Hôpital Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau 85000 La Roche-sur-Yon

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

et

- **L'Établissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles de La Roche sur Yon**

Dont le siège social est Rte de Fontenay – Allée des Druides 85000 La Roche sur Yon

Représenté par en sa qualité de, suivant délibération du en date du,

PROJET

I- PREAMBULE.....	12
II- DISPOSITIONS GÉNÉRALES	14
ARTICLE 1 - Forme et dénomination	14
ARTICLE 2 - Objet et champ territorial	14
ARTICLE 3 - Siège.....	15
ARTICLE 4 - Durée	16
ARTICLE 5 - Membres et partenaires associés du Groupement	16
5.1. Les membres du Groupement	16
5.2. Les partenaires associés du GIP.....	16
ARTICLE 6 - Adhésion, retrait, exclusion.....	17
6.1. Adhésion.....	17
6.2. Retrait.....	17
6.3. Exclusion.....	18
III- DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	19
ARTICLE 7 - Capital	19
ARTICLE 8 - Droits et obligations.....	19
8.1. Droits.....	19
8.2. Devoirs et obligations.....	19
ARTICLE 9 - Obligations statutaires – Règles de responsabilité des membres entre eux et à l'égard des tiers	19
ARTICLE 10 - Ressources du Groupement	20
ARTICLE 11 - Personnel.....	20
ARTICLE 12 - Propriété des équipements, des logiciels et des locaux	20
ARTICLE 13 - Gestion et tenue des comptes.....	21
ARTICLE 14 - Budget.....	21
ARTICLE 15 - Contributions annuelles des membres aux charges du Groupement.....	21
15.1. Contributions aux charges du groupement	21
15.2. Contributions annuelles d'accès aux services.....	22
ARTICLE 16 - Contrôle des comptes	22
ARTICLE 17 - Cadre juridique des achats	22
IV- ORGANISATION ET ADMINISTRATION	23
ARTICLE 18 - Organes	23
ARTICLE 19 - Assemblée générale.....	23
19.1. Composition	23
19.2. Attributions de l'Assemblée Générale.....	24

19.3. Réunions de l'Assemblée Générale	24
19.4. Quorum	25
ARTICLE 20 - Président et Vice-Présidents	25
ARTICLE 21 - Conseil d'administration.....	26
21.1. Composition	26
21.2. Compétences du Conseil d'Administration.....	27
21.3. Réunions et délibérations.....	27
21.4. Quorum	27
ARTICLE 22 - Directeur du Groupement.....	27
22.1. Nomination.....	27
22.2. Attributions.....	28
ARTICLE 23 - Autres instances	28
V- DISSOLUTION DU GROUPEMENT.....	29
ARTICLE 24 - Dissolution.....	29
ARTICLE 25 - Liquidation.....	29
ARTICLE 26 - Dévolution des actifs.....	29
VI- DISPOSITIONS DIVERSES	30
ARTICLE 27 - Règlements intérieurs.....	30
ARTICLE 28 - Règlement financier	30
ARTICLE 29 - Modification de la convention.....	30
ARTICLE 30 - Litiges	30
ARTICLE 31 - Condition suspensive	31

I- PREAMBULE

Pendant plusieurs années, jusqu'en 2005, le service Système d'Information Géographique (SIG) de la Maison des Communes a expérimenté la numérisation du Cadastre (PCI Vecteur). Cette expérimentation conduite en collaboration avec les services de la DGFIP, sur quelques communes de la Vendée, a conduit au programme de numérisation départementale du cadastre (PCI Vecteur) dénommé programme VIRGIL.

Le programme VIRGIL en partie financé par les collectivités et l'Etat s'est terminé en 2005.

En 2006, disposant de ce nouveau référentiel géonumérique départemental, l'AMPCV, Le SYDEV et Vendée Eau, ont décidé de créer l'association Géo Vendée. Géo Vendée a été créée pour structurer une base de données départementale autour de l'information géographique. Géo Vendée visait alors à former les acteurs du domaine et à diffuser efficacement des données géographiques, afin de mieux appréhender et gérer les problématiques territoriales.

En 2013, Géo Vendée est missionnée, par ses membres fondateurs, pour conduire le programme départemental « Plan de Corps de Rue Simplifié » dit PCRS. Le PCRS est la réponse technique à la réforme « anti-endommagement des réseaux » du 15 février 2012, relative à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce programme PCRS permet, aujourd'hui, à la Vendée, de disposer d'un peu plus de 8000 kilomètres de plan topographique de voiries urbaines, dit PCRS Vecteur et d'une photo aérienne de couverture départementale, dit PCRS Image. Ces deux PCRS sont conformes aux spécifications du Conseil National de l'Information Géolocalisée (CNIG).

A partir de 2017, Géo Vendée a renforcé ses actions au service de la transformation numérique du territoire en développant des outils techniques innovants de gestion de données dont La Base Adresse Locale Vendée ou encore ceux développés pour construire les Schémas de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SDECI) du territoire.

En 2022, Géo Vendée franchit une nouvelle étape en élaborant le programme « Jumeau Numérique de la Vendée ». Ce programme ambitieux est possible grâce à la réutilisation des données du PCRS Image et par l'exploitation d'une plateforme d'Intelligence Artificielle frugale. Dans le même temps Géo Vendée a rejoint le projet collectif « Vendée Territoire Connecté », lancé par le GIP Vendée Numérique, le Département de la Vendée, les syndicats SYDEV, Vendée Eau, Trivalis et e-Collectivités. Ce projet, dont le premier comité de pilotage s'est tenu le 15 septembre 2022 avec plusieurs EPCI, vise à faire de la Vendée un territoire résolvant les problématiques publiques grâce au numérique, en s'appuyant sur des partenariats locaux et en mobilisant diverses parties prenantes. L'objectif ultime est de favoriser un développement économique durable et d'améliorer la qualité de vie des habitants.

Ce projet d'intérêt général pour le territoire départemental a pour finalité de déployer, via le numérique, des outils, des bonnes pratiques et des réflexions visant à faciliter l'application et le pilotage des politiques et services publics locaux. Il s'inscrit dans une démarche de renforcement de l'efficacité des services publics dans des domaines clés tels que l'e-administration, l'eau, l'énergie, les déchets, l'urbanisme, la sécurité, le patrimoine, les transports et le cadre de vie.

La première concrétisation de ce projet collectif a été une réponse coordonnée à l'appel à projets national « Territoires Intelligents et Durables », autour du développement d'un réseau d'objets connectés et du jumeau numérique. Ce projet doit permettre de développer un réseau d'objets connectés et le jumeau numérique, offrant aux collectivités vendéennes des outils mutualisés et des infrastructures performantes pour améliorer leur gestion et leur prise de décision, grâce à l'exploitation des données.

Face à ces enjeux et à la réussite des actions menées jusqu'à présent, il est apparu nécessaire de renforcer l'action de l'association Géo Vendée afin de lui permettre de porter stratégiquement les nouveaux projets géo-numériques et de gestion de données à l'échelle départementale.

Le statut actuel de l'association Géo Vendée présente des limites au titre, plus particulièrement, de la gouvernance et l'agilité de fonctionnement :

- La forme associative de Géo Vendée ne permet pas toujours de pouvoir candidater, en propre, aux Appels à Projets d'Etat ;
- Les membres publics de Géo Vendée ne peuvent prétendre à bénéficier des spécificités du In House.

Pour atteindre les objectifs et lever les freins précités, il apparait que la transformation de l'association Géo Vendée en Groupement d'Intérêt Public (GIP), comme le permet l'article 101 de la loi n° 2011 - 525 du 11 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, composé exclusivement de personnes morales de droit public, constitue une solution structurelle adaptée :

- Le Département de la Vendée peut y adhérer et le GIP développer davantage d'appétence vis-à-vis de certains acteurs publics ;
- Le GIP peut candidater aux appels à projets d'Etat ;
- Les membres publics peuvent faire appel aux services du GIP, sans mise en concurrence, conformément aux principes du « *in house* » (article L 2511-1 du Code de la commande publique), dès lors que les membres exercent conjointement un « contrôle analogue » à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Cela étant exposé, il a été convenu entre les membres du groupement ce qui suit.

II- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - Forme et dénomination

L'association GéoVendée est transformée en groupement d'intérêt public (GIP).

La dénomination du Groupement d'Intérêt Public (GIP) est :

« GIP Géo Vendée »

ci-après désigné « le Groupement »

Sont membres du Groupement, à la date d'effet de cette transformation, l'ensemble des personnes morales de droit public initialement membres de l'association qui ont délibéré favorablement à cette fin et sont signataires de la présente convention.

Les personnes de droit privé initialement membres de l'association qui ont pris une décision favorable à cette fin deviennent de plein droit des partenaires associés du GIP au sens de l'article 5.2 de la présente convention. Les autres morales de droit privé antérieurement membres de l'association ne sont ni membres ni partenaires associés du Groupement.

Le changement de statut juridique de l'association n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, le Groupement reste propriétaire de l'ensemble des biens, bénéficiaire de l'ensemble des droits et tenu de l'ensemble des obligations de l'association, notamment dans le cadre des contrats en cours. Le personnel de l'association reste le personnel du Groupement.

ARTICLE 2 - Objet et champ territorial

Le Groupement a pour objet de mutualiser à l'échelle départementale, des compétences, des outils et des bonnes pratiques dans le domaine du géonumérique et de la gestion de la donnée au bénéfice de ses membres, étant précisé que le Groupement n'intervient pas dans le domaine de l'e-administration ou de la réalisation et de la gestion d'infrastructures de réseaux de communication électronique.

Les membres du Groupement exercent ensemble au sein du Groupement des activités d'intérêt général à but non lucratif, en mettant en commun les moyens nécessaires à leur exercice, dans les domaines suivants :

- l'accompagnement à la transition numérique ;
- la coordination d'une stratégie territoriale en matière de géonumérique et de gestion de la donnée ;
- la fourniture de solutions et de services géonumériques et de gestion de la donnée ;
- la coordination de l'animation et de la promotion en matière de géonumérique et de gestion de la donnée ;
- d'une façon générale, toute action relevant du secteur du géonumérique et de la gestion de la donnée, hormis dans le domaine de l'e-administration ou de la réalisation et de la gestion d'infrastructures de réseaux de communication électronique.

Le Groupement intervient dans ces domaines en développant des missions et activités notamment dans les matières suivantes :

- Le renforcement de la cohésion territoriale sur la thématique du géonumérique et de la gestion de la donnée ;
- Le développement et la prestation de services géonumériques et de gestion de la donnée, en particulier par :
 - L'enrichissement des référentiels géonumériques et de base de données thématiques métiers et leur adaptation aux besoins spécifiques des membres du groupement ;
 - La production de données ;
 - La constitution d'une banque de données vendéennes ;
 - La diffusion, totale ou partielle, de ces données auprès des membres du Groupement, de manière gratuite ou payante selon le cas ;
 - La mise en œuvre d'actions d'animation, de promotion, de formation et d'information des membres du Groupement, en matière de géonumériques, de gestion de la donnée et d'utilisation des outils ;
 - La réalisation de prestations d'assistance, de maintenance et de supports ;
 - La fourniture de solutions techniques et de conseils en géonumériques et gestion de la donnée mutualisées ;
 - La mise en œuvre de développements applicatif ;
- En tant qu'Autorité Publique Locale Compétente (APLC) déclarée compétente en matière de plan corps de rue simplifié (PCRS), la production, le maintien en condition opérationnel et la diffusion du PCRS sur l'ensemble du département de la Vendée ;
- Une politique et des opérations de recherche et développement en matière de géonumérique et de gestion de la donnée ;
- D'une manière générale, toute action concernant l'écosystème géonumérique et la gestion de la donnée géonumérique des membres et nécessitant le développement de nouveaux services, hormis dans les autres domaines de l'e-administration et en matière de réalisation et de gestion d'infrastructures de réseaux de communication électronique.

De manière plus générale, le Groupement pourra accomplir au profit de ses membres toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation.

À titre accessoire, le Groupement pourra également intervenir auprès des partenaires associés et/ou des tiers qui le sollicitent.

Le champ territorial d'intervention du Groupement est le territoire départemental de la Vendée.

ARTICLE 3 - Sièges

Le siège du Groupement est fixé à :

Maison des Communes
65 rue Kepler
85000 LA ROCHE SUR YON

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale. Un avenant à la présente convention entérinera cette modification.

ARTICLE 4 - Durée

Le Groupement est constitué pour une durée indéterminée.

Il est créé à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant approbation de la présente convention constitutive du Groupement susmentionné.

ARTICLE 5 - Membres et partenaires associés du Groupement

5.1. Les membres du Groupement

Le Groupement est composé des personnes morales de droit public ayant toutes leur siège en Vendée.

Les membres sont répartis selon les quatre collèges suivants :

- Collège des membres fondateurs :
 - Le Département de la Vendée ;
 - Le GIP Vendée Numérique ;
 - Le SYDEV ;
 - Vendée Eau ;
 - Trivalis.
- Collège des EPCI ;
- Collège des communes ;
- Collège des autres organismes publics.

5.2. Les partenaires associés du GIP

Peuvent être nommés « partenaires associés » par l'Assemblée Générale, les personnes morales de droit public ou de droit privé, non-membres du Groupement et dont les activités sont concordantes avec l'objet du Groupement et qui en expriment la demande auprès du Groupement.

Les partenaires associés se réunissent en tant que de besoin sur convocation du président du Groupement.

Les partenaires associés peuvent assister, avec voix consultative uniquement, sur invitation du Président, aux séances de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration, en fonction de leur compétence et de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration.

Lorsqu'ils sont invités à participer aux réunions de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration, l'avis des partenaires associés invités et présents à ces réunions est sollicité avant le vote des décisions à l'ordre du jour. Les partenaires associés n'ont pas de voix délibérative au vote des décisions de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration.

Tout partenaire associé peut demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration, en en formulant la demande par écrit au Président au moins quinze jours avant la réunion.

Les partenaires associés peuvent être associés à des projets, travaux spécifiques et/ou à des groupes de travail initiés par le Groupement, à l'invitation de ce dernier.

ARTICLE 6 - Adhésion, retrait, exclusion

6.1. Adhésion

Au cours de son existence, le Groupement peut accepter de nouveaux membres dits adhérents, par décision de l'Assemblée Générale.

Toute personne morale de droit public, dont le siège est en Vendée et dont l'action et l'objet statutaire correspondent à l'objet du Groupement ou facilite sa réalisation, peut demander à être membre du groupement.

La demande d'adhésion est formulée par écrit dans le cadre d'un bulletin d'adhésion signé par le représentant de l'organisme demandeur dûment habilité à cet effet, accompagnée de la délibération de l'organe délibérant de la personne morale de droit public. Ce bulletin est présenté à l'Assemblée Générale du groupement qui apprécie la recevabilité de la candidature, et décide d'accepter ou de refuser l'adhésion à l'unanimité.

Si l'adhésion est admise, l'Assemblée Générale précise le collègue auquel le nouveau membre est rattaché.

Le refus d'adhésion n'a pas à être motivé.

Le nouveau membre déclare, par le bulletin d'adhésion avoir pris connaissance de la présente convention et s'engage à en respecter toutes les dispositions. La liste des membres adhérents est annexée à la convention avec la date de la décision de l'autorité compétente pour l'approbation de la convention constitutive du groupement.

Chaque nouveau membre :

- N'entre en jouissance de ses droits qu'à compter de la publication de l'arrêté portant approbation de l'avenant à la présente convention constitutive actant son adhésion ;
- Est réputé adhérer à toutes les décisions, opposables aux membres, déjà prises par les instances du groupement.

6.2. Retrait

Tout membre a la possibilité de se retirer du Groupement, à l'expiration d'un exercice budgétaire, à condition :

- D'avoir notifié préalablement son intention par un écrit adressé avec accusé de réception au Président du Groupement et ce, au plus tard trois mois avant la fin de l'exercice en cours, soit au plus tard le 30 septembre de l'année ;
- D'avoir acquitté ses contributions financières relatives aux exercices précédents et celui en cours ;
- D'avoir reçu l'accord de l'Assemblée Générale sur les modalités, notamment financières, de ce retrait.

Le Président informe l'Assemblée Générale de cette demande de retrait lors de la séance suivant la notification de l'intention du membre de se retirer du Groupement. L'Assemblée Générale détermine les modalités du retrait par décision prise à la majorité qualifiée conformément à l'article 19.3 de la convention, sans que le membre sollicitant le retrait puisse participer au vote.

Le retrait entraîne la fin des accès aux services fournis par le Groupement, à la date du retrait déterminée par l'Assemblée Générale.

Un avenant à la convention constitutive formalisera ce retrait, qui entrera en vigueur conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La liste à jour des membres est annexée à la convention avec la date de délibération du retrait pour le membre qui s'est retiré du Groupement.

Le membre se retirant du Groupement devra assumer les éventuels frais liés à son retrait, y compris ceux liés à toute production déjà approuvée par le Groupement au moment de la notification de son intention de retrait et à laquelle il s'était engagé à contribuer financièrement. Dans ce dernier cas, le membre ne sera libéré de ses obligations vis-à-vis du Groupement qu'au moment du complet paiement de sa contribution à la production ou aux productions en cause.

6.3. Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée, sur proposition du Conseil d'Administration, par décision motivée de l'Assemblée Générale, prise à l'unanimité, en cas d'inexécution de ses obligations, de faute grave, ou lorsqu'il cesse de remplir les conditions requises. Le membre concerné ne prend pas part au vote et sa ou ses voix ne seront pas décomptées pour calculer le quorum.

L'exclusion entraîne la fin des accès aux services fournis par le Groupement, à la date de l'exclusion.

Le Directeur du Groupement adresse une mise en demeure au membre concerné afin de lui indiquer le motif pour lequel l'exclusion est envisagée et l'inviter à présenter des observations écrites. Le ou Les représentants du membre concerné sont entendus par le Conseil d'Administration.

Les dispositions financières prévues en cas de retrait s'appliquent également en cas d'exclusion. Un avenant à la convention constitutive formalise cette exclusion et entrera en vigueur conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur. Les modalités, notamment financières, de cette exclusion doivent avoir reçu l'accord de l'Assemblée Générale, par décision prise à la majorité qualifiée, après exclusion du membre concerné.

La liste à jour des membres est annexée à la convention avec la date de délibération de l'exclusion du Groupement Géo Vendée.

III- DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 7 - Capital

Le Groupement est constitué sans capital.

ARTICLE 8 - Droits et obligations

8.1. Droits

L'adhésion, en qualité de membre, au Groupement permet à chaque membre :

- De participer à la gouvernance du Groupement ;
- De bénéficier des services et prestations mises en place dans le cadre du groupement.

8.2. Devoirs et obligations

Les membres du Groupement s'engagent à :

- Participer effectivement et activement au développement de l'activité du Groupement en facilitant l'accès à l'information dont ils disposent dans le domaine correspondant à l'objet de celui-ci ;
- Utiliser le Groupement comme l'outil privilégié de mise en œuvre de leurs politiques de développement de services (usages) géonumériques et de gestion de la donnée sur leurs territoires et d'amélioration de l'accès au service public, dans les champs de compétences du Groupement ;
- Utiliser le Groupement comme cadre de coopération pour la mise en œuvre des projets partagés et définis en commun ;
- Informer le Groupement de toute modification de leur représentation ou des informations les concernant et figurant dans la présente convention ;
- Respecter la présente convention, acquitter les contributions financières prévues par la présente convention et participer diligemment au fonctionnement du Groupement.

Les nouveaux membres adhérant en cours d'exécution de la convention s'obligent à respecter la convention constitutive ainsi que ses avenants éventuels.

ARTICLE 9 - Obligations statutaires – Règles de responsabilité des membres entre eux et à l'égard des tiers

Dans les rapports entre eux et avec les tiers, les membres sont tenus aux obligations du Groupement à proportion de leurs contributions aux charges de celui-ci, conformément aux articles 108 et 99-6° de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit.

Le nouveau membre n'est tenu que des dettes échues à compter de son admission, au prorata de sa contribution aux charges du Groupement. En cas de retrait ou d'exclusion, un membre est responsable des dettes du Groupement, échues à la date à du retrait ou de l'exclusion, à raison de ses contributions statutaires aux charges du Groupement.

Dans les rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires.

Chacun des membres s'interdit de diffuser à des tiers les informations qui auront été désignées comme confidentielles par le Groupement sous réserve des obligations résultant du code des relations entre le public et l'administration en matière de communication de documents administratifs.

ARTICLE 10 - Ressources du Groupement

Les ressources du Groupement comprennent :

- Les contributions financières des membres ;
- Les apports financiers, en nature ou en industrie de ses membres, y compris la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux, d'équipements ;
- Les subventions et aides accordées par des membres ou par des tiers ;
- Les produits des biens propres ou mis à la disposition de ses membres, la rémunération des prestations facturées à ses membres ou à des tiers, et les produits de la propriété intellectuelle ;
- Les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
- Les dons et legs ;
- Toutes autres ressources autorisées par les lois et règlements.

ARTICLE 11 - Personnel

Le personnel du Groupement est en principe mis à sa disposition par ses membres.

Des agents relevant d'une personne morale de droit public peuvent travailler au sein du Groupement dans le cadre d'une mise à disposition, d'un détachement ou encore à la suite d'une disponibilité conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui leurs sont applicables.

Le Groupement peut recruter du personnel en propre. Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel sont fixées par l'Assemblée Générale. Un état permanent de l'ensemble des effectifs et des recrutements composés par le Directeur du Groupement est soumis annuellement à l'Assemblée Générale. Le personnel propre est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Directeur du Groupement.

Sous réserve des dispositions relatives à la mise à disposition prévues par le statut général de la fonction publique et compte tenu de la nature industrielle et commerciale de l'activité du Groupement, les personnels du Groupement ainsi que son Directeur sont soumis au Code du travail, conformément à l'article 109 alinéa 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et de l'amélioration de la qualité du droit.

ARTICLE 12 - Propriété des équipements, des logiciels et des locaux

Sous réserve des conditions contractuelles dans lesquelles d'éventuels équipements seraient acquis ou développés par le Groupement ou les membres du Groupement :

- Les biens matériels ou immatériels, acquis, reçus en don, ou développés en commun par les membres dans le cadre des activités du Groupement appartiennent au Groupement, quel

qu'en soit la nature ou le degré d'avancement. En cas de dissolution du Groupement, ils sont dévolus conformément aux dispositions décidées par l'Assemblée Générale ;

- En cas de retrait ou d'exclusion d'un membre, ce dernier ne dispose d'aucun droit de propriété sur les biens du Groupement ;
- Les biens mis à disposition du Groupement par les membres ou par d'autres personnes demeurent leur propriété. En cas de dissolution du Groupement, ils sont remis à leur disposition.

ARTICLE 13 - Gestion et tenue des comptes

Compte tenu de la composition du Groupement et des activités poursuivies, la comptabilité du Groupement est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit privé.

Le Groupement ne donne pas lieu à partage de bénéfices. Les excédents annuels de la gestion ne peuvent qu'être utilisés à des fins correspondant à l'objet du Groupement ou mis en réserve.

La tenue des comptes peut être confiée à un expert-comptable.

La tenue des comptes est certifiée par un Commissaire Aux Comptes (CAC) dans les conditions légales.

ARTICLE 14 - Budget

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et se finit le 31 décembre de la même année, excepté les années de création et de dissolution du Groupement.

Le Directeur du Groupement établit chaque année, le projet de budget indiquant l'ensemble des dépenses prévisionnelles de fonctionnement et/ou d'investissements.

Un règlement financier précise, dans le respect de la réglementation budgétaire applicable, les règles budgétaires et financières du Groupement.

ARTICLE 15 - Contributions annuelles des membres aux charges du Groupement

15.1. Contributions aux charges du groupement

Le montant global des contributions des membres est déterminé chaque année dans le cadre du vote du budget du Groupement. Il tient compte des autres ressources du Groupement.

Ces contributions peuvent être réglées :

- Soit par un paiement en numéraire ;
- Soit en nature par la mise à disposition sans contrepartie de personnels, de locaux, de matériels et/ou prestations de services. Ces contributions non-financières font l'objet d'une évaluation qui est établie, pour chaque exercice budgétaire, d'un commun accord, par le Directeur et le membre concerné et validée par l'Assemblée Générale.

Tous les membres contribuent au fonctionnement du groupement par le versement d'une contribution d'adhésion annuelle, dont le barème est fixé par l'Assemblée Générale. Le montant de cette

contribution peut être différent selon les membres et les collèges, nonobstant une clé de calcul identique.

Les membres du collège des membres fondateurs contribuent en tant que de besoin au fonctionnement du Groupement par le versement d'une contribution de solidarité et de fonctionnement annuelle, qui complète leur contribution d'adhésion. Le montant global de cette contribution de solidarité est déterminé par l'Assemblée Générale dans le cadre du vote du budget. Le montant de cette contribution de solidarité et de fonctionnement annuelle est réparti de la manière suivante entre les membres du collège des membres fondateurs :

- GIP Vendée Numérique : 20%
- Département de la Vendée : 20%
- SYDEV : 20%
- Trivalis : 20%
- Vendée Eau : 20%

Les subventions d'investissement qu'un membre peut verser, le cas échéant, au Groupement ne sont pas regardées comme des contributions statutaires.

Pour la mise en place de projets particuliers entre le Groupement et un ou plusieurs de ses membres, répondant à un besoin particulier du ou des membres des conventions particulières spécifiques sont conclues entre les parties concernées. Les sommes versées par les membres dans le cadre de ces conventions viennent en complément de leurs contributions.

15.2. Contributions annuelles d'accès aux services

Les membres du Groupement règlent leur participation au coût des services qui leurs sont fournis par le Groupement sur la base des tarifs déterminés chaque année par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 16 - Contrôle des comptes

Le contrôle des comptes est assuré par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants nommés pour une durée de six ans, dans les conditions légales.

Le Groupement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes ou des Chambres Régionales des Comptes, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

ARTICLE 17 - Cadre juridique des achats

Les achats réalisés par le Groupement sont soumis aux règles prévues par le code de la commande publique.

IV- ORGANISATION ET ADMINISTRATION

ARTICLE 18 - Organes

Les organes du GIP Géo Vendée sont :

- L'Assemblée générale ;
- Le Conseil d'administration ;
- Le Président ;
- Les Vice-présidents ;
- Le Directeur du Groupement ;

ARTICLE 19 - Assemblée générale

19.1. Composition

Les membres du collège des membres fondateurs sont représentés au sein de l'Assemblée Générale de la manière suivante :

- Le Département de la Vendée : 2 représentants ;
- GIP Vendée Numérique : 2 représentants ;
- SYDEV : 2 représentants ;
- Trivalis : 2 représentants ;
- Vendée Eau : 2 représentants.

Chacun des membres des autres collèges du Groupement est représenté au sein de l'Assemblée Générale par un (1) représentant.

Les membres désignent également des suppléants en nombre égal à celui de leurs représentants.

Les représentants des membres du Groupement au sein l'Assemblée Générale ainsi que leurs suppléants sont désignés par les instances compétentes de ces membres pour la durée de leur mandat.

Chaque membre informe le Groupement, par courrier, de l'identité de son représentant et de son suppléant et des changements pouvant affecter sa représentation.

Si un représentant démissionne de son mandat, quitte l'organisation qu'il représente ou est empêché, il est remplacé par un suppléant jusqu'à la désignation d'un nouveau représentant titulaire.

Les représentants (titulaires ou suppléants) des membres exercent gratuitement leur fonction.

Les délibérations de l'Assemblée Générale font l'objet de procès-verbaux, qui sont signés par son Président et un Vice-président.

Les membres du collège des membres fondateurs disposent de deux (2) voix, chacune étant exprimée par un (1) représentant différent. Chaque membre des autres collèges dispose d'une voix portée par leur représentant.

19.2. Attributions de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale prend toute décision relative à l'administration du Groupement, sous réserve des attributions dévolues à d'autres organes.

19.2.1 Délégations au conseil d'administration

L'Assemblée Générale peut, dans les limites qu'elle définit, déléguer au Conseil d'Administration tout ou partie de ses attributions, sauf en ce qui concerne :

- Le vote du budget, l'approbation des comptes de chaque exercice et l'affectation des résultats ;
- La transformation du Groupement en une autre structure ;
- L'admission d'un nouveau membre au sein du Groupement, le retrait d'un membre, l'exclusion d'un membre, et d'une manière générale les modifications ou renouvellement de la convention constitutive ;
- La dissolution du Groupement, étant précisé que l'Assemblée Générale peut toutefois déléguer au Conseil d'Administration la mise en œuvre des mesures nécessaires à liquidation du Groupement ainsi que la détermination et la mise en œuvre des modalités financières et administratives liées à l'exclusion et au retrait d'un membre du Groupement.

19.2.2 Délégation au Directeur

L'Assemblée Générale peut, dans les limites qu'elle définit et à l'exception des attributions listées à l'article 19.2.1 ci-dessus, déléguer des attributions supplémentaires à celles définies à l'article 22.2 au Directeur du Groupement.

19.3. Réunions de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est présidée par le Président ou en cas d'empêchement par un Vice-Président désigné ou à défaut, par la personne désignée par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale est réunie au moins une fois par an sur convocation de son Président qui détermine l'ordre du jour. Chaque membre peut solliciter l'inscription de questions à l'ordre du jour.

Les conditions dans lesquelles les réunions de l'Assemblée Générale peuvent avoir lieu par visioconférence et/ou par audioconférence ainsi que les modalités du vote électronique sont définies par le règlement intérieur relatif au fonctionnement des instances du Groupement prévu à l'article 27.

La réunion de l'Assemblée Générale est de droit, si elle est demandée par au moins 1/4 des membres ou par un ou plusieurs membres détenant conjointement au moins 25% des droits statutaires.

Le Directeur du Groupement et le comptable assistent à titre consultatif aux réunions de l'Assemblée Générale.

Le Président peut inviter les partenaires associés du Groupement et toute autre personne physique ou représentant de personne morale à assister, avec voix consultative, aux réunions de l'Assemblée Générale, en fonction de leur compétence et de l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale est convoquée cinq jours francs au moins à l'avance. Ce délai est réduit à trois jours en cas d'urgence. L'Assemblée Générale se prononce alors sur l'urgence. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix, toutefois :

- Dans les matières suivantes, les délibérations doivent être adoptées à l'unanimité des voix :
 - L'admission d'un nouveau membre au Groupement ;
 - La dissolution, qu'elle soit anticipée ou pas, du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
 - Toute modification de la convention constitutive ;
 - L'exclusion d'un membre du Groupement ainsi que l'approbation des modalités financières et administratives de l'exclusion dudit membre.
- Lorsque les dispositions de la présente convention constitutive prévoient une adoption à la majorité qualifiée, cette majorité nécessite l'accord d'au-moins les deux tiers des voix.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante. Les votes ont lieu à main levée ou, sur proposition du Président, à bulletin secret, ou par voie électronique suivant les modalités prévues dans le règlement intérieur.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un procès-verbal de réunion et obligent tous les membres.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et un Vice-Président, et en cas d'absence de l'un d'entre eux, par un secrétaire désigné en début de séance.

19.4. Quorum

L'Assemblée Générale délibère valablement si 25% des représentants sont présents ou représentés.

Chaque membre a droit à deux pouvoirs au maximum émanant d'autres membres du Groupement et appartenant au même collège.

Si la réunion ne peut se tenir valablement, les représentants des membres sont convoqués pour une nouvelle réunion dans un délai qui ne peut être supérieur à un mois. La réunion de l'Assemblée Générale peut alors se tenir valablement sans condition de quorum.

ARTICLE 20 - Président et Vice-Présidents

Le Président du groupement est élu par l'Assemblée Générale parmi les représentants titulaires des membres du collège des membres fondateurs au scrutin uninominal majoritaire à deux tours par les membres (représentés par leurs représentants titulaires ou suppléants) présents ou représentés à l'Assemblée Générale pour la durée de son mandat au sein de l'instance compétente du membre du collège des membres fondateurs qu'il représente. Ce mandat est renouvelable.

Au premier tour, l'élection est remportée par le candidat qui obtient la majorité absolue des suffrages. À défaut, le candidat qui obtient la majorité relative au second tour est réputé remporter l'élection.

- Le Président :

- Préside l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration ;
- Convoque les réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration et en fixe les ordres du jour ;
- Dirige les débats au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration ;
- Assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des instances qu'il préside et s'assure notamment de la mise en œuvre et de la bonne application des orientations définies par l'Assemblée Générale ;
- Est régulièrement informé par le Directeur des conditions de l'administration du Groupement et, notamment, des litiges.

L'Assemblée Générale élit un ou plusieurs Vice-Président(s) parmi les représentants titulaires des membres. En cas de pluralité ils devront tous être issus de collèges différents. L'élection est prévue dans les mêmes conditions que l'élection du Président. Un Vice-Président pris dans l'ordre du tableau supplée le Président dans l'exercice de ses fonctions lorsque celui-ci est absent ou empêché.

ARTICLE 21 - Conseil d'administration

21.1. Composition

Le Conseil d'Administration comporte **18 administrateurs**, issus de 4 collèges :

- Le collège des membres fondateurs, comporte 10 administrateurs, tous membres de droit du Conseil d'Administration, à savoir les 2 représentants à l'Assemblée Générale :
 - Du Département ;
 - Du GIP Vendée Numérique ;
 - Du SYDEV ;
 - De Trivalis ;
 - De Vendée Eau.
- Le collège des EPCI comprend trois administrateurs élus par et parmi les représentants d'EPCI membres au sein de l'Assemblée Générale.
- Le collège des communes comprend trois administrateurs élus par et parmi les représentants des communes membres au sein de l'Assemblée Générale.
- Le collège des autres organismes publics comprend deux administrateurs élus par et parmi les représentants des autres organismes publics membres au sein de l'Assemblée Générale.

Les administrateurs représentants des 4 collèges ci-dessus sont désignés ou élus au Conseil d'Administration pour la durée de leurs mandats au sein des instances des membres concernés qu'ils représentent.

En cas d'empêchement prolongé d'un administrateur ou de la perte de la qualité en raison de laquelle la personne a été désignée administrateur, il est procédé à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir, dans les mêmes conditions que lors de l'installation du Conseil d'Administration.

Les fonctions d'administrateur du Groupement sont exercées gratuitement. Toutefois, le conseil d'administration peut allouer des indemnités pour des missions qu'il confie aux administrateurs.

Le Directeur du Groupement et le comptable assistant, sans prendre part au vote, aux réunions du Conseil d'Administration.

21.2. Compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est compétent dans les domaines dans lesquels il a reçu délégation de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut donner des délégations au Directeur dans ces domaines.

21.3. Réunions et délibérations

Le Conseil d'Administration est convoqué par le Président, 5 jours francs au moins à l'avance. Ce délai peut être abrégé en cas d'urgence. Le Conseil d'Administration se prononce alors sur l'urgence.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion. Le Président peut inviter les partenaires associés du Groupement et toute autre personne physique ou représentant de personne morale à assister, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'Administration, en fonction de leur compétence et de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins trois fois par an.

Chaque administrateur ne peut détenir qu'un seul pouvoir émanant d'un autre administrateur et appartenant au même collègue.

Les votes ont lieu à main levée ou, si un administrateur le demande, à bulletin secret.

Tout administrateur doit s'abstenir de participer aux délibérations du Conseil d'Administration pour les affaires qui le concernent personnellement ou pour lesquelles il a un intérêt de nature à compromettre son impartialité, son indépendance ou son objectivité.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés du Président et du Secrétaire qui en délivrent, ensemble ou séparément, tout extrait ou copie.

21.4. Quorum

Le Conseil d'Administration délibère valablement si 2/3 des administrateurs sont présents ou représentés.

Si la réunion ne peut se tenir valablement, les administrateurs sont convoqués pour une nouvelle réunion dans un délai qui ne peut être supérieur à un mois. Les délibérations sont alors valables sans condition de quorum.

ARTICLE 22 - Directeur du Groupement

22.1. Nomination

Le Directeur du Groupement est nommé et révoqué par le Président. Le Président fixe la rémunération du Directeur.

22.2. Attributions

Le Directeur est en charge du fonctionnement général du Groupement, sous l'autorité de l'Assemblée Générale, ou du Conseil d'Administration dans les domaines dans lesquels ce dernier a reçu délégations de l'Assemblée Générale. Il est l'exécutif du Groupement.

Il prépare et exécute les décisions de l'Assemblée Générale et celles du Conseil d'Administration. À ce titre :

- Il prépare et exécute les décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration ;
- Il prépare avec le Président, les séances de l'Assemblée Générale ;
- Il prépare annuellement, pour approbation par l'Assemblée Générale, le rapport sur la gestion financière et l'activité du Groupement ainsi que le programme d'activités ;
- Il prépare le budget annuel du Groupement pour discussion et approbation par l'Assemblée Générale ;
- Il veille aux équilibres budgétaires et financiers du Groupement ;
- Il exécute le budget et ordonnance les dépenses ;
- Il structure l'activité et le fonctionnement du Groupement ;
- Il propose les modalités de rémunération des personnels du Groupement y compris le concernant ;
- Il a autorité sur les personnels du Groupement ;
- Il nomme aux emplois du Groupement et signe les conventions et les contrats correspondants ;
- Il signe, tous les autres contrats et conventions, notamment ceux qui relèvent du droit de la commande publique ;
- Il signe les transactions ;
- Il représente le Groupement en justice et dans les actes de la vie civile. Il peut agir à titre conservatoire sous réserve d'en aviser immédiatement l'organe compétent.

Il assiste avec voix consultative aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

Dans les rapports avec les tiers, le Directeur du Groupement engage le Groupement par tout acte entrant dans son objet.

Pour l'exercice de ses attributions Il peut déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité. Ces délégations sont écrites. Elles précisent leur étendue.

ARTICLE 23 - Autres instances

Le Groupement assure l'animation du territoire autour des sujets liés à son objet. Il peut constituer des comités techniques, des groupes projets avec des experts des collectivités et d'autres structures de réflexion pour accompagner et préparer les orientations et propositions d'actions du Groupement. Il peut également constituer un organe ad hoc consultatif en charge, dans le cadre de la préparation des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration, de donner des avis techniques, juridiques et financiers motivés, afin d'alimenter la réflexion stratégique de ces organes, sans s'y substituer.

V- DISSOLUTION DU GROUPEMENT

ARTICLE 24 - Dissolution

Le Groupement est dissous par :

- Décision de l'Assemblée Générale ;
- Décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de l'objet.

Dans le premier cas, la dissolution ne peut intervenir qu'après information préalable de l'ensemble des membres du Groupement au plus tard deux mois avant la réunion de l'Assemblée Générale. La dissolution ne pourra intervenir que sur décision prise à l'unanimité des membres de l'Assemblée Générale.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du Groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

ARTICLE 25 - Liquidation

L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine les règles relatives à leur rémunération, l'étendue de leur mission et leurs pouvoirs, notamment en matière de réalisation de tout ou partie de l'actif aux fins d'apurement du passif.

Les attributions et l'étendue des pouvoirs du liquidateur sont fixées par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 26 - Dévolution des actifs

Après paiement des dettes et, le cas échéant, reprise des apports, l'excédent d'actif est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires conformément aux décisions prises par l'Assemblée Générale du Groupement.

Si les opérations de liquidation font apparaître une perte, celle-ci sera supportée par les membres à proportion de leur contribution aux charges du Groupement.

Dans l'hypothèse d'un actif net subsistant à la clôture de la liquidation, après apurement du passif, les biens correspondants sont dévolus par l'Assemblée Générale.

VI- DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27 - Règlements intérieurs

L'Assemblée Générale adopte et modifie en tant que de besoin des règlements intérieurs destinés à préciser et/ou à mettre en œuvre les dispositions de la présente convention constitutive. Elle adopte, dans un délai maximum de six mois après sa première réunion :

- Un règlement intérieur relatif au fonctionnement des instances du Groupement (Assemblée Générale, Conseil d'Administration...);
- Un règlement intérieur relatif à l'organisation et au fonctionnement des services du Groupement ainsi qu'à la gestion du personnel.

Ces règlements intérieurs sont mis à disposition des membres.

Les membres du Groupement s'obligent à respecter toutes les dispositions des règlements intérieurs du Groupement.

ARTICLE 28 - Règlement financier

L'Assemblée Générale adopte et modifie en tant que de besoin un règlement financier du Groupement. Ce règlement est adopté dans un délai maximum de six mois après la première réunion de l'Assemblée générale.

Le règlement financier du Groupement est mis à disposition des membres.

Les membres du Groupement s'obligent à respecter toutes les dispositions de ce règlement financier.

ARTICLE 29 - Modification de la convention

Les adhésions, les retraits et les exclusions sont régies par les dispositions de l'article 7 de la présente convention.

Pour les autres modifications de la convention constitutive, la proposition de modification de la présente convention est soumise à la décision de l'Assemblée Générale convoquée dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi de ladite proposition. La délibération de l'Assemblée Générale est ensuite transmise pour accord aux membres du Groupement. L'adoption de la modification de la convention constitutive nécessite l'accord de l'ensemble des membres du Groupement qui devront eux-mêmes délibérer sur cette modification. L'avenant de la convention constitutive devra être signé par l'ensemble des membres et comprendre en annexe les délibérations des membres approuvant l'avenant. L'avenant de la convention constitutive entrera en vigueur à compter de la publication de l'arrêté préfectoral l'approuvant.

ARTICLE 30 - Litiges

Tout litige qui pourrait s'élever pendant la durée de vie du Groupement entre les membres du Groupement concernant l'exécution ou l'interprétation des clauses de la présente convention ou

durant sa liquidation, devra donner lieu à une tentative préalable de règlement amiable du litige, par écrit et à l'initiative de la partie la plus diligente, avant tout recours contentieux.

A défaut d'accord, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Nantes, juridiction territorialement compétente.

ARTICLE 31 - Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative qui en assure la publicité conformément à l'article 100 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 modifiée et à l'article 4 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 modifié.

Fait à, le

En X exemplaires

Liste des annexes :

- Délibérations des assemblées délibérantes des membres
- Liste à jour des membres adhérents

<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Département de la Vendée » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le SYDEV » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Vendée Eau » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Trivalis » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le GIP Vendée Numérique » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vendée » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Challans Gois Communauté » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes de l'Île de Noirmoutier » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>

Commenté [CS2]: Ajuster la liste des signatures au moment du dépôt en préfecture

<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays de la Chataigneraie » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays de Mortagne » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays de Pouzauges » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays de Saint Fulgent – Les Essarts » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Pays de Saint Gilles Croix de Vie agglomération » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays des Achards » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays des Herbiers » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>

<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes Vendée Grand Littoral » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes Océan Marais de Monts » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes du Pays de Fontenay – Vendée » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes Sud Vendée Littoral » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes Vendée Sèvre Autize » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Communauté de Communes Vie et Boulogne » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « La Roche-sur-Yon Agglomération » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Les Sables d'Olonne Agglomération » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>

<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Terres de Montaigu – Communauté d'agglomération » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « L'île d'Yeu » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Vendée Habitat » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le syndicat mixte Fontenay Sud Vendée développement » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le syndicat mixte Marais Bocage Océan » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le syndicat mixte Vendée Cœur Océan » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le syndicat mixte du Pays Yon et Vie » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le SYCODEM Sud Vendée » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>

<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Syndicat de Collecte des Ordures Ménagères (SCOM) de l'Est Vendéen » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le syndicat mixte Vendée Sèvre Autizes » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le SM Bassin du Lay » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Syndicat Mixte de la Baie de Bourgneuf » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Syndicat Mixte des Marais de la Vie du Ligneron et du Jaunay » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le syndicat mixte Pays du Bocage Vendéen » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>
<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Centre hospitalier Georges Mazurelle – Établissement public de santé mentale de Vendée » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>	<p>Fait à _____, le _____</p> <p>Pour « Le Centre hospitalier départemental Vendée » son représentant, (nom et qualité du signataire, cachet et signature)</p>

Fait à _____, le _____

**Pour « L'Établissement Public Local
d'Enseignement et de Formation Professionnelle
Agricoles de La Roche sur Yon »**
son représentant,
(nom et qualité du signataire, cachet et signature)

PROJET